

Forum global de l'OCDE sur l'agriculture
(Paris, les 20-21 novembre 2006)

Matériaux pour le rapport « sur les orientations de la réforme
agraire en Russie »

Le développement du secteur agro-industriel est une des priorités de la politique sociale et économique de l'Etat.

La création du secteur agro-industriel efficace et concurrentiel, capable d'assurer la sécurité et l'indépendance alimentaire de l'Etat, l'intensification de l'exportation de certaines catégories de la production agricole et de l'alimentation, l'augmentation de l'apport du complexe agro-industriel à l'économie nationale sont définies comme les buts stratégiques de la politique nationale agraire dans le domaine économique.

La dynamique du développement du secteur agraire confirme la justesse de la politique agricole, définie par « les orientations principales de la politique agroalimentaire de la Fédération de Russie pour les années 2001-2010 ». Ces dernières années les tendances positives dans le secteur agraire perdurent, la croissance de l'agriculture et de la production de l'alimentation continue. Dans le cadre de la réalisation du Programme Fédéral spécial «le développement social des milieux ruraux jusqu'à 2010» on résout les problèmes du développement social des milieux ruraux, de la croissance de l'emploi et des revenus de la population rurale. Le Programme Fédéral spécial «la conservation et le rétablissement de la

fertilité des sols des terres à usage agricole et des paysages agraires comme le patrimoine national de Russie pour les années 2006-2010 » est en train d'être réalisé.

En même temps, les mesures qui sont en train d'être prises sont insuffisantes pour améliorer d'une manière considérable la situation dans l'agriculture.

La tenue de la politique nationale dans le domaine du développement du secteur agro-industriel nécessite une élaboration et une adoption des actes juridiques et réglementaires qui permettront de créer un système intégral de la législation agraire et d'éliminer les lacunes dans la législation en vigueur.

L'adoption ces dernières années en Fédération de Russie d'une série d'actes juridiques et réglementaires liés avec la délimitation des pouvoirs entre les organes d'Etat et les administrations locales, ainsi que les mesures prises dans le cadre de la réforme administrative ont exigé des modifications considérables dans les actes juridiques en vigueur dans le domaine de la régulation de la production agraire et du marché alimentaire.

Le perfectionnement du système de la régulation législative du secteur agraire en Fédération de Russie est en train d'être réalisé sur les orientations suivantes.

Dans le cadre de la mise en pratique du projet national prioritaire « le développement du secteur agro-industriel » qui est d'une importance politique et économique en vue de réaliser les objectifs et les tâches du développement social et économique du pays à court terme on prépare des projets des actes juridiques et réglementaires sur les orientations suivantes : le développement accéléré de l'élevage, l'encouragement du développement les petites et moyennes entreprises dans le secteur agro-industriel et l'accès des jeunes cadres (ou leur familles) au logement dans les milieux ruraux.

L'amélioration de la législation foncière pour ce qui concerne avant tout la circulation et l'hypothèque des terres agricoles visant à accroître l'attractivité de l'agriculture aux investisseurs et l'efficacité de l'usage des terres agricoles, ainsi qu'à attirer les crédits à long terme dans le secteur est un axe important de la régulation législative du développement du secteur agricole.

A ce titre on élabore des projets des actes juridiques et réglementaires visant à améliorer la régulation de l'hypothèque des terres à usage agricole afin de former un système du crédit foncier hypothécaire dans le pays.

Pour jeter des bases juridiques en vue de réaliser la politique nationale dans le domaine du développement de l'agriculture et de la régulation du marché agroalimentaire on a mis au point un projet fondamental de la loi fédérale « sur le développement de l'agriculture » adopté par la Douma d'Etat de l'Assemblée Fédérale de la Fédération de Russie en première lecture le 21 avril dernier.

L'adoption de ce projet de loi permettra de créer une base juridique et réglementaire intégrale en vue d'accroître l'efficacité de la mise en pratique de la politique nationale agricole et du soutien des producteurs agricoles de la part de l'Etat, de régir le marché agroalimentaire, d'attirer des investissements au secteur agroalimentaire, d'assurer la croissance durable des revenus des producteurs agricoles grâce à l'amélioration de la compétitivité de l'agriculture et de la situation économique et sociale de la population rurale.